

Appel pressant au gouvernement du Québec

La Tuque parle d'une seule voix : ce n'est pas le moment d'alourdir le fardeau de notre industrie forestière

La Tuque, le 11 septembre 2026 – Des élus municipaux, le Conseil de la Nation Atikamekw, des représentants du milieu économique, de la Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice, des industriels forestiers, des pourvoyeurs, se sont réunis hier matin à une même table de concertation pour discuter des enjeux importants qui frappent de plein fouet l'industrie forestière dans la communauté. Ensemble, ils ont formé la Table de la première économie et des ressources naturelles de l'agglomération de La Tuque, puis adoptés une déclaration commune pour demander au gouvernement du Québec et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs de suspendre la mise en œuvre de la nouvelle méthode de tarification des redevances forestières qui pénalisent les entreprises forestières de la Mauricie.

Les participants à cette rencontre sont unanimes : la forêt joue un rôle économique majeur dans notre région et des milliers d'emplois sont en jeu. L'écosystème forestier de l'agglomération de La Tuque permet à des centaines d'entreprises de la Mauricie de prospérer. Si un seul maillon de cette chaîne doit mettre fin à ses opérations en raison de la pression financière actuelle qui pèse sur lui, comme c'est le cas en ce moment, c'est toute la chaîne d'approvisionnement forestier qui risque de disparaître. C'est l'avenir économique de l'agglomération de La Tuque qui est en jeu et tous les acteurs de la communauté doivent joindre leurs efforts pour dénoncer la situation actuelle.

Devant l'urgence de la situation, c'est le maire de La Tuque Pierre Pacarar qui a convoqué cette rencontre, au chalet de Ski La Tuque, après avoir été interpellé par l'industrie forestière latuquoise.

La nouvelle grille de tarification du MFFP entraîne une hausse importante des redevances forestières et frappe durement les opérations forestières dans l'agglomération de La Tuque. Pour les bois SEPM, l'augmentation représente plus de 5 \$/m³ de coûts supplémentaires en septembre, alors qu'en Ontario, les redevances sont au seuil minimum, ce qui met en péril la rentabilité de nos entreprises forestières qui doivent en plus de cela, faire face à une crise tarifaire américaine sans précédent.

La situation est d'autant plus difficile à accepter que les impacts de la nouvelle tarification des redevances forestières ne se font pas sentir avec la même intensité dans toutes les régions du Québec. La Mauricie se retrouve désavantagée par rapport à d'autres régions forestières ou à des juridictions voisines avec lesquelles nos entreprises sont directement en concurrence.

La Table de la première économie et des ressources naturelles de l'agglomération de La Tuque formule une demande simple et raisonnable : ne pas ajouter de nouvelles pressions financières à une industrie déjà fragilisée, avant d'avoir pleinement évalué les conséquences économiques de ces changements pour notre région.

Ce n'est pas la première bataille que mène le milieu latuquois pour faire reconnaître l'importance de la forêt dans le tissu économique du Québec. Le régime forestier québécois doit être revu et corrigé rapidement, mais d'ici là, les entreprises forestières doivent sentir qu'elles ont le soutien de leur gouvernement, pas le contraire.

CITATION

« J'ai beaucoup aimé cette rencontre. Les entreprises forestières nous ont fait une belle présentation de la situation et de leurs enjeux. C'est maintenant qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard, alors nous espérons qu'en unissant nos forces, le cri du cœur de notre communauté sera entendu à Québec, ainsi que par tous les chefs de partis qui sont en élection. On ne peut pas se permettre en Mauricie de perdre notre industrie forestière. Il faut la soutenir pour que nos familles puissent continuer de pouvoir vivre de la forêt. Quand nous aurons un nouveau gouvernement, nous trouverons ensemble des solutions pour améliorer nos façons de faire dans l'industrie, mais dans l'immédiat, nos entreprises ont besoin d'aide et il faut agir vite. »

- *Pierre Pacarar, président du conseil d'agglomération et maire de La Tuque*

Source :
Hélène Langlais, chef de service aux communications
Ville de La Tuque
819 523-8200, poste 2112
hlanglais@ville.latuque.qc.ca